

La sur-responsabilisation des filles dans « l'éducation à la sexualité » : une norme scolaire asymétrique

Viviane Albenga et Marie-Carmen Garcia

1. Encart méthodologique
2. Un système fin de catégorisation des jeunes filles
3. S'émanciper de l'ordre de genre dominant ?
La catégorisation « antisexiste » du dispositif de l'Observatoire
de Seine-Saint-Denis

Le rapport à la sexualité des élèves est un questionnement relativement récent à l'intérieur de l'institution scolaire. Il est contemporain de la mise en place de différentes approches successives de « l'éducation à la sexualité » dans les collèges et les lycées. L'éducation à la sexualité est formalisée tout d'abord par la circulaire du 19 novembre 1998 et porte la focale sur la santé des élèves ainsi que sur la prévention des violences sexuelles. La prévention des violences sexistes et homophobes ne tarde pas à apparaître puisque dans la circulaire n° 2003-027 du 17 février 2003, le troisième volet développe assez longuement l'enjeu de la lutte contre les violences sexistes et homophobes. Une place importante est accordée aux interventions d'acteurs extérieurs à l'institution scolaire, et cependant agréés par l'Éducation nationale (le Planning familial par exemple) pour dispenser cette éducation à la sexualité. Depuis 2006, celle-ci est également intégrée aux attributions des Comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté.

Ces éléments témoignent d'un processus de prise en compte de l'« enfant » ou du « jeune » dans l'univers scolaire associé à l'ouverture progressive de celui-ci vers la « vie sociale » ne répondant pas strictement à des attendus en matière d'apprentissages de savoirs ou savoir-faire. À ce titre, cet article s'intéresse aux modalités de construction de normes amoureuses et sexuelles chez les adolescents dans les collèges et les lycées¹. L'objet des analyses présentées concerne ainsi l'encadrement des relations amoureuses entre élèves dans l'institution scolaire sous deux angles complémentaires : à travers les pratiques et les représentations des acteurs institutionnels d'une part et à travers la mise en place de dispositifs institutionnels de lutte contre le sexisme d'autre part. On montrera comment le contrôle différencié des filles et des garçons par rapport à la gestion de la violence et de la sexualisation des relations entre élèves tend à faire porter la responsabilité de relations pacifiées sur les jeunes filles selon une idéologie de « complémentarité des sexes » impliquant l'idée d'« égalité dans la différence ». L'institution scolaire valorise ainsi la responsabilisation des filles dans la prévention des violences entre élèves d'une part, et le couple hétérosexuel comme norme des relations amoureuses et sexuelles d'autre part.

Ces stéréotypes restent fortement ancrés chez certains acteurs institutionnels notablement moins étudiés que les enseignants : il s'agit des chefs d'établissement dont les représentations professionnelles agissent en pratique sur les limites qui séparent la norme de la « déviance », et l'autorisé de l'interdit, et *in fine*, sur la définition même de ce qui relève des violences entre élèves. Dans cette partie, nous mettrons en évidence les convergences et les divergences dans les représentations des acteurs institutionnels des conduites considérées comme « violentes » ou « déviantes » en lien avec leurs représentations de la sexualité des élèves. Les analyses de ces représentations

1. Ce thème est assez peu abordé dans la littérature sociologique (à l'exception d'un article de Juhem, 1995).

estionnement relative-
st contemporain de la
es de « l'éducation à
tion à la sexualité est
mbre 1998 et porte la
vention des violences
nophobes ne tarde pas
du 17 février 2003, le
de la lutte contre les
ante est accordée aux
e, et cependant agréés
emple) pour dispenser
est également intégrée
t à la citoyenneté.

e prise en compte de
associé à l'ouverture
ndant pas strictement
s ou savoir-faire. À ce
tion de normes amou-
ollèges et les lycées¹.
ndrement des relations
ous deux angles com-
entations des acteurs
ce de dispositifs insti-
On montrera comment
apport à la gestion de
re élèves tend à faire
jeunes filles selon une
uant l'idée d'« égalité
si la responsabilisation
eves d'une part, et le
oureuses et sexuelles

z certains acteurs ins-
eignants : il s'agit des
ssionnelles agissent en
éviance », et l'autorisé
ui relève des violences
ence les convergences
urs institutionnels des
tes » en lien avec leurs
de ces représentations

e (à l'exception d'un article

seront ensuite raffinées en les confrontant à celles d'acteurs institutionnels et associatifs engagés dans un dispositif de prévention du sexisme au collège en Seine-Saint-Denis, qui, à la différence des chefs d'établissement, proposent un discours politique à propos des relations entre les sexes. L'articulation entre les deux modes de production de normes de l'amour et de la sexualité en milieu scolaire permet de mettre en évidence les formes variées de justification de la responsabilité des filles dans la prévention de comportements jugés violents chez les élèves, et de montrer comment s'élabore une normalisation subtile d'une forme spécifique de couple hétérosexuel correspondant à une « conjugalité normale ».

1. PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

Nos analyses prennent appui sur une recherche intitulée : *Pratiques genrées et violences entre pairs : les enjeux socio-éducatifs de la mixité au quotidien*². Cette recherche pluridisciplinaire avait pour objectif une analyse des violences liées au genre entre élèves adolescents dans l'espace scolaire. L'enquête a comporté quatre volets : 39 entretiens semi-directifs réalisés avec des chefs d'établissements ; l'analyse d'un corpus sur le traitement politique et institutionnel du sexisme à l'école ; une enquête ethnographique (900 heures d'observations directes dans quatre établissements) ; l'étude d'un dispositif de lutte contre le sexisme en milieu scolaire ; une analyse de la presse sur le sexisme. Les analyses proposées ici examinent prioritairement les entretiens avec les chefs d'établissement et l'enquête réalisée à l'intérieur du dispositif de lutte contre le sexisme.

Les critères retenus pour la constitution du corpus d'entretiens relèvent de la volonté de faire varier les contextes socio-géographiques des établissements, les niveaux/filières d'études (collège, lycée général, lycée professionnel) et le secteur privé/public. Les interviews ont été menées auprès de seize principaux de collège (cinq dans un établissement accueillant principalement des élèves de milieux sociaux populaires [dont deux en zone rurale] ; neuf accueillant des élèves de milieux intermédiaires-supérieurs [dont trois privés] ; un établissement accueillant un public socialement « mixte ») ; onze proviseurs de lycées d'enseignement général (sept lycées accueillant principalement des élèves de milieux sociaux populaires [dont deux en zone rurale]), quatre lycées accueillant des élèves de milieux intermédiaires-supérieurs ou « mixtes » [dont deux privés] ; douze proviseurs de lycées professionnels (dix publics, deux privés). Les thématiques abordées au cours des entretiens portaient sur la mixité au quotidien, les pratiques qu'elle induit, les problèmes et difficultés exprimés par les interviewés en lien avec les représentations de la mixité ; la « culture des jeunes » ; le « climat de l'établissement » ; la violence ; les relations entre les filles et les garçons ; les relations intra-sexe ; le contexte institutionnel de l'établissement.

2. Patricia Mercader (dir.) (2009-2012), ANR, Programme thématique « Enfants et enfance ».

L'analyse des normes implicites de genre à l'intérieur d'un dispositif institutionnel de lutte contre le sexisme s'appuie sur une enquête ethnographique consacrée au dispositif de prévention dans les collèges mis en œuvre par l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis. Il s'agit d'une action parmi d'autres de cet Observatoire considéré comme exemplaire dans la lutte contre les violences envers les femmes, précurseur de l'actuelle mission interministérielle contre ces violences. L'Observatoire des violences envers les femmes a été créé dans un département aux caractéristiques singulières : en effet, la Seine-Saint-Denis est un département³ de la petite couronne parisienne qui focalise l'attention des médias pour ses violences urbaines⁴. La forte proportion de population immigrée de ce département favorise, en outre, une interprétation ethnisante des violences dans les médias, certains milieux politiques et dans les représentations communes⁵, que ces violences soient urbaines, scolaires ou sexistes.

Au-delà de ces représentations, c'est un département avec une population jeune et un taux de chômage très élevé⁶. Par ailleurs, c'est un bastion communiste qui a laissé peu à peu du terrain au Parti socialiste depuis une dizaine d'années. Créé en 2002, l'Observatoire est le fruit d'une volonté politique qui s'inscrit dans une approche des violences dites « de genre » que l'on peut qualifier de structurelle, par opposition à une approche qui impute ces violences à une « culture » ou une classe sociale. La première originalité de l'Observatoire réside dans son adhésion à la conception des violences envers les femmes comme violences de genre transversales à l'espace privé et public. Il s'agit d'un dispositif original par comparaison avec les politiques locales de sécurité analysées par Marylène Lieber (2003), dans neuf villes françaises. Ici, on s'intéressera à ce dispositif dès le début des années 2000. L'Observatoire prend appui sur des réseaux d'acteurs locaux, au moment même où la prévention des violences sexistes apparaît dans des textes comme la Convention interministérielle pour l'égalité des sexes dans le système éducatif. Le dispositif que nous analyserons, « Jeunes contre le sexisme », repose sur des méthodes d'éducation populaire : un théâtre-forum sur les relations entre les sexes mis en place par le Planning familial local, suivi d'ateliers de création artistique encadrés par des artistes. Ce dispositif vise à déconstruire les stéréotypes sexistes, un objectif désormais inscrit dans le Code de

3. Il y a 96 départements en France métropolitaine. En termes de politiques éducatives, le département gère les collèges, d'où la mise en place de politiques de prévention dans les collèges au niveau du département de Seine-Saint-Denis.

4. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003 ; Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, nouvelle édition octobre 2002.

5. Annie Collovald, « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 136-137, mars 2001, « Nouvelles formes d'encadrement », pp. 104-113.

6. En 2011, la Seine-Saint-Denis conserve le taux de chômage le plus élevé de la région Île-de-France avec 11,3 %. Voir <http://www.insee.fr/fr/themes/document>.

l'éducation⁷. Nous avons enquêté par entretiens, analyse documentaire et par l'observation de la séance de restitution générale des créations des collègiens, orchestrée par l'Observatoire en présence de ses partenaires institutionnels et politiques.

2. UN SYSTÈME FIN DE CATÉGORISATION DES JEUNES FILLES

2.1 La féminité « négative »

Les discours recueillis auprès des chefs d'établissements et des enseignants se rejoignent sur l'idée que les filles et les garçons sont différents en ce qui concerne leurs rapports à l'autre sexe, à la sexualité et à l'amour. L'idée que les filles jouent une partition qu'elles ne maîtriseraient pas dans leur manière de séduire, qu'elles ne « savent pas ce qu'elles font » quand elles sortent avec des garçons ou les « aguichent » est également répandue parmi nos interviewés, qu'ils soient hommes ou femmes. Certains mettent, en outre, en question « l'innocence » des filles qui, selon eux, choisiraient des tenues « aguichantes » pour exciter les garçons. Par exemple, la principale d'un collège situé dans une cité nous explique pourquoi dans son établissement les strings visibles et les brides tombantes sont interdites :

« Pourquoi on n'autorise pas des tenues ? Après on tombe dans la vulgarité totale. Vous voyez, le, le, le string qu'on voit, le, enfin bon, ça, mais comme nous, on y met tout de suite le holà là-dessus, donc ça se règle vite, hein, ou les brides qui tombent nonchalamment, mais c'est très rare, et c'est souvent des gamines, très, dans la provocation, etc. Donc évidemment, elles attirent notre regard et, mais la tenue vestimentaire fémi..., qu'on pourrait qualifier de féminine, entre guillemets, classique, sympa, mimi, enfin, il y en a pas beaucoup quand même, hein. Il y en a pas. »

Le proviseur d'un lycée public nous a dit quant à lui que si les filles sont « toujours très apprêtées le matin », il ne faut pas les empêcher mais qu'il faut faire attention « à ce que ça reste dans des limites ». Cependant, ici comme dans les discours des acteurs institutionnels exerçant dans des établissements accueillant plutôt des jeunes de classes intermédiaires ou supérieures, la tenue « inadaptée » des jeunes filles n'est pas identifiée comme « vulgaire » ou « aguichante » mais plutôt comme « maladroite ». On trouve également des arguments soulignant le « danger » que les tenues féminines jugées « indécentes » peuvent constituer dans un établissement mixte où, selon les propos d'un de nos interviewés, « les garçons perdent la boule quand ils voient un string dépasser du pantalon » (homme, établissement privé).

7. Le Code de l'éducation inclut un article sur la prévention des violences sexistes : l'article L. 312-17-1 du Code de l'éducation, créé par la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 – art. 23. Cet article fait suite à la loi du 9 juillet 2010 relative aux violences faites aux femmes.

Tous les chefs d'établissement interviewés insistent ainsi sur ce que font les filles. Leurs façons d'être, de faire, de se comporter associées dans les discours à la séduction ou au flirt apparaissent clairement comme problématiques pour les interviewés. En revanche, sur le terrain de l'amour et de la sexualité, les garçons sont rarement mis en question alors même que les manières d'agir des filles sont évaluées à l'aune des effets qu'elles produisent sur eux. Pour plusieurs interviewés, la mixité pose en effet des problèmes parce que certaines « limites vestimentaires » liées implicitement à la « pudeur » que l'on pourrait attendre des jeunes filles ne seraient pas toujours respectées.

Cette sanction morale, institutionnelle et politique envers les expressions sociales de la féminité fondée sur des modèles culturels négatifs féminins de « petite vertu » n'est pas nouvelle. D'une part, un des fondements de la domination symbolique et physique masculine tient au contrôle du corps des femmes (vêtements, hexis corporelle, possibilités de déplacements dans l'espace, motricités, puissance, fécondité, sexualité, etc.). D'autre part, comme le montre Michel Bozon (2012), au cours du *xx^e* siècle, on est passé d'une vision plutôt négative de la sexualité juvénile fondée sur le « double standard moral selon le sexe » à l'idée que l'engagement des jeunes dans la sexualité est normal. Cependant, les attendus sociaux envers les filles et les garçons sont restés différents. Si les filles peuvent accéder à une sexualité qui leur était interdite autrefois, les normes la régissant demeurent foncièrement différentes de celles qui sont inculquées aux garçons et sont dépendantes des normes de la sexualité masculine. L'idée que les hommes répondent à des « pulsions » dont les femmes doivent tenir compte dans chacun de leurs gestes, lorsqu'elles s'apprêtent, lorsqu'elles bougent ou restent immobiles est ainsi une des clefs de voûte de la socialisation sexuellement différenciée des filles et des garçons à l'école.

Aux représentations traditionnelles d'une féminité lubrique s'ajoute, dans la plupart des interviews, l'idée non moins multiséculaire que les filles s'inscrivent dans une rivalité sexuelle les unes par rapport aux autres. Le principal d'un lycée situé dans une commune périurbaine accueillant des élèves de milieux « intermédiaires » et « populaires », nous racontait ainsi que dans son établissement les problèmes liés à la mixité sexuelle provenaient des relations entre filles et non pas des relations entre garçons ni des garçons avec les filles :

« Ce qui est marrant, c'est que..., c'est qu'on a des comportements filles/filles aussi. Des filles qui se battent comme des garçons. Entre filles. Pour des histoires de mecs, pour des machins comme ça, parce que... Là j'en ai deux qui se sont..., il y a huit jours, quinze jours, qui se sont arraché les cheveux en... en sortant du lycée, en bas du parc, parce qu'il y avait une histoire de garçons, je sais pas quoi, alors qu'avant, ça se passait, enfin avant..., dans d'autres milieux, ça se passe de façon différente. [...] Mais quand on, on, et là, c'est des filles qui viennent de milieux sociaux défavorisés, hein. [...] On se rend compte aussi qu'il y a des, des querelles filles/filles qui sont terribles. »

Les jeunes filles ne sont pas seulement perçues et classées selon leurs rapports à la séduction. Elles font également l'objet d'un classement

relativement affiné sur d'autres critères, notamment liés à leur style vestimentaire, à leur apparence en général ainsi qu'à leur comportement avec les autres filles. L'établissement symbolique de catégorisations des jeunes femmes selon ces critères n'exclut pas, bien évidemment, les classements élaborés en lien plus direct avec ce qui est perçu comme relevant de leurs tactiques de séduction de l'autre sexe (la séduction à l'intérieur du même sexe n'étant jamais envisagée chez les personnes rencontrées).

Au cours d'un entretien, un professeur d'EPS d'un lycée d'enseignement général nous expliquait ainsi les logiques de l'exclusion qu'il voyait parmi ses élèves dans son établissement en usant de catégories à connotation négative pour des jeunes filles de milieux aisés :

« Alors ça, ça a toujours existé [l'exclusion de certains élèves par d'autres]. [...] Eh bah ça me fait toujours penser aux films avec les Cheerleaders [rires de l'enquêteur], la peste, la blonde machin, là, la blondasse qui hurle tout le temps, c'est une horreur. Y'a ça. Je trouve que c'est pas si terrible que ça. [...] En attendant, si t'es ni riche ni jolie – je parle pour les filles – ni rigolote ou avec un point ou un truc un peu, euh... C'est dur, l'adolescence, hein.

[Et les garçons ? Tu dirais que c'est un peu pareil ? Les codes sont ceux des riches et des... ?]

Alors, les codes. Y'a moins d'attention portée aux fringues. Tu peux être un garçon et être en survêt', tout pourri, tout machin, si t'es marrant, ou sportif ou beau gosse, ou si tu sors avec la jolie nana – ça, ça compte énormément, hein, celui qui arrive à avoir la jolie gonze, il marque des points, quand même, hein [rires de l'enquêteur], ou alors, il y en a d'autres qui lui en veulent, mais chez nous, ça compte vachement. Y'a un côté admiratif, chez les garçons [...] Ouais, y'a un côté comme ça, je pense : "Lui a réussi, donc il doit savoir un truc qu'on ne sait pas, nous." Voilà, il doit y avoir un truc comme ça. Je sais que ça marchait à mon époque aussi, quoi. [...] Les pognes [petit rire], c'est typiquement la jeune fille, petite, pas jolie, un peu renfermée, très bonne scolairement mais hypersérieuse, par rapport à la cheerleader, la blonde. »

La figure stéréotypée de la « vamp » ou « femme fatale » (Grandordy, 2013), comme femme sans scrupules qui manipule autrui en se servant de ses charmes semble ainsi réservée aux filles de milieux populaires. Elle s'articule avec celle des femmes en rivalité entre elles. Les discours sur l'excès de maquillage, la provocation sexuelle ou encore les bagarres entre femmes ne concernent pas, en effet, les élèves de sexe féminin identifiées par les interviewés comme étant de milieux aisés. Aux « vamp » et aux filles « bagarreuses entre elles pour des histoires de filles » (il est important de souligner que les violences physiques entre filles sont rapportées à des enjeux considérés comme typiquement féminins), ainsi qu'aux « bimbos » ou aux « pognes » s'ajoute une autre figure féminine négative mais moins fortement condamnée, celle des « victimes ».

Effectivement, dans le discours des acteurs institutionnels, toutes les jeunes filles ne sont pas perçues comme ayant une vertu douteuse. Certaines sont vues comme les victimes d'un « besoin d'être aimées » et qui se

tromperaient de stratégie en multipliant les partenaires et en attirant des garçons. Ces filles se conduiraient de manière indécente mais en n'ayant pas tout à fait conscience de ce qu'elles font (en termes moraux et pour leur équilibre et développement personnel). Le chef d'établissement d'un collège public dans une commune périurbaine « aisée » exprime cette idée :

« Ces rapports [entre les filles et les garçons], et moi je suis, j'ai exprimé à différents niveaux, parfois quand je fais des bilans au niveau des équipes de profs, au niveau du conseil d'administration, parfois dans des réunions à l'extérieur, etc., dans le cadre du bassin de formation, même en réunion institutionnelle, j'ai exprimé mon inquiétude, et notamment l'image qu'ont les filles des garçons, et parfois image entretenue par les filles elles-mêmes. Et moi je suis très inquiet de voir un peu la banalisation par les adolescents de, l'image désastreuse de la femme, quoi, voilà. [Par les adolescentes, c'est-à-dire par les filles ?] Parfois les filles entretiennent ça, elles sont dans, elles n'ont pas le, le recul et les, les capacités. Elles sont jeunes, hein, mais elles n'ont pas les capacités d'analyse, et quelque part, elles, elles sont victimes, elles se rendent victimes de l'image des filles, quoi. »

2.2 Les féminités « positives »

À côté des figures féminines relativement négatives apparaissent deux figures positives. On pourrait appeler la première « la jeune fille amoureuse mais décente ». Il s'agit d'un modèle de féminité dans lequel l'amour est vécu sur un mode romantique et n'ouvre pas sur un flirt excessif, aux yeux des interviewés. Les échanges de petits mots, se tenir par la main, ne sont pas souvent condamnés. La seconde figure est celle des filles « complément des garçons ». On la retrouve non pas dans les discours sur les relations amoureuses mais plutôt dans ceux qui portent sur la mixité et en particulier dans les entretiens avec des personnes exerçant dans des établissements accueillant majoritairement des garçons.

Ainsi, certains chefs d'établissements de lycées techniques à dominance masculine expriment souvent le souhait d'avoir plus de filles dans un souci d'équilibre entre les sexes qui apparaît aussi comme étant un équilibre pour les garçons. La présence féminine est alors présentée comme positive dans la mesure où elle « canalise » l'énergie ou la violence des garçons. L'idée centrale de ce système de pensée est celle d'une « égalité dans la différence ». Cette représentation sociale de l'organisation sexuée du monde social s'est construite à l'intérieur du processus d'élaboration des nouvelles formes de masculinité ayant émergé avec l'avènement de la société industrielle qui a consacré la thèse de la « complémentarité » structurée autour de la différence entre l'univers domestique et l'univers professionnel ; entre le « passif » et « l'actif », entre le « privé » et le « public ». Cette idéologie, qui traverse différents champs de l'espace social, prend des formes spécifiques dans l'institution scolaire : la responsabilisation des filles dans la prévention des violences entre élèves d'une part, et la valorisation du couple hétérosexuel comme norme des relations amoureuses et sexuelles, d'autre part. Dit autrement, les discours en la matière prennent implicitement appui sur un modèle

aires et en attirant des
nte mais en n'ayant pas
es moraux et pour leur
blissement d'un collège
prime cette idée :

suis, j'ai exprimé à différents
équipes de profs, au niveau
s à l'extérieur, etc., dans le
tutionnelle, j'ai exprimé mon
s garçons, et parfois image
es inquiet de voir un peu la
se de la femme, quoi, voilà.
is les filles entretiennent ça,
capacités. Elles sont jeunes,
quelque part, elles, elles sont
es, quoi. »

tives apparaissent deux
a jeune fille amoureuse
lequel l'amour est vécu
excessif, aux yeux des
ar la main, ne sont pas
filles « complément des
sur les relations amou-
é et en particulier dans
établissements accueill-

es techniques à domi-
r plus de filles dans un
me étant un équilibre
sentée comme positive
nce des garçons. L'idée
ité dans la différence ».
du monde social s'est
es nouvelles formes de
ciété industrielle qui a
autour de la différence
; entre le « passif » et
idéologie, qui traverse
s spécifiques dans l'ins-
ans la prévention des
du couple hétérosexuel
d'autre part. Dit autre-
nt appui sur un modèle

traditionnel de genre dans lequel par leurs attitudes « vertueuses » ou non, les filles sont les garantes de la civilité des garçons et plus largement de la « paix sociale ».

Cette responsabilité des jeunes filles s'avère mise en question – sans pour autant être remise en cause en pratique – lorsque le contrôle des violences est porté par les acteurs de la prévention du sexisme dans l'institution scolaire. Pour l'illustrer, arrêtons-nous à présent sur un dispositif exemplaire en Seine-Saint-Denis.

3. S'ÉMANCIPER DE L'ORDRE DE GENRE DOMINANT ? LA CATÉGORISATION « ANTISEXISTE » DU DISPOSITIF DE L'OBSERVATOIRE DE SEINE-SAINT-DENIS

3.1 Les filles, une « classe dominée » qui doit s'émanciper

Les rencontres « Jeunes contre le sexisme » ont été mises en place par l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, pour prévenir les violences sexistes dès le collège. Effectives depuis 2008, ces rencontres viennent d'être formalisées par une convention signée entre le Conseil général, la Direction départementale des Services de l'Éducation nationale et le Planning familial. Elles ont œuvré à mettre en forme des actions d'éducation populaire qui existaient déjà dans différents collèges : le théâtre-forum « X = Y ? », pour lequel le Planning familial était régulièrement sollicité ; ainsi que d'autres ateliers de slam, vidéo, etc. Tous les élèves de 3^e d'une quinzaine d'établissements assistent au théâtre-forum joué par le Planning familial, puis les élèves volontaires peuvent participer à des ateliers de création artistique visant à élaborer un message antisexiste.

Le dispositif « Jeunes contre le sexisme » constitue une forme d'encadrement qui s'est institutionnalisée progressivement en se constituant initialement en réaction à la pratique courante de l'éducation à la sexualité. Il n'est *a priori* pas étonnant de voir une association du Planning familial y prendre part, puisque cette association inscrit à la fois explicitement dans ses statuts le mouvement féministe et celui de l'éducation populaire. Créé en 1956, le Mouvement français pour le Planning familial est une confédération composée d'associations départementales relativement autonomes. Elle est agréée par l'Éducation nationale pour intervenir dans les établissements scolaires et animer des séances d'éducation à la sexualité. Le choix de l'association départementale de Seine-Saint-Denis de promouvoir un théâtre-forum par réaction critique aux séances d'éducation à la sexualité « traditionnelles » a été porté par Danièle N., militante et comédienne. Elle s'est formée à la pratique du Théâtre de l'Opprimé dans les années 1980 avec le théoricien de ce théâtre, le comédien et militant brésilien Agostinho

Boal. A. Boal s'inspire lui-même de la Pédagogie de l'Opprimé de Paulo Freire, selon laquelle « le but de l'éducation n'est pas [...] de faire acquérir des connaissances à des "ignorants", mais d'amener des personnes à "prendre conscience" de leur situation présente, et notamment à se percevoir comme membres d'un milieu social dont les conditions d'existence pourraient être transformées » (Mathieu, 2002). Dès les années 1970, cette pédagogie a été réappropriée par des groupes militants, et se rapproche de la pratique des « groupes de conscience » féministes. Le théâtre-forum est l'une des déclinaisons du théâtre de l'Opprimé, dont le but est de susciter des débats et des propositions de réactions alternatives à partir de saynètes jouées par les comédiens, qui mettent en jeu des relations communément conflictuelles entre les sexes – par exemple, une scène montre comment un garçon « met la main aux fesses » d'une fille en cours d'EPS, celle-ci réagit en le giflant et se voit sanctionnée par le professeur. Petit à petit émergent des questions et des solutions, sous l'impulsion de Danièle N., animatrice du débat :

« Quand un garçon oppresseur dans la salle dit "c'est une pute", on lui dit "viens le dire ici, viens parler du point de vue des opprimés, moi je suis pas un opprimé, alors t'es un oppresseur, mais il y a sans doute des opprimés dans la salle, qu'est-ce que vous en pensez ?" Parce que je triangule tout le temps. Ouais, disent les filles, c'est une pute. Qu'est-ce que ça veut dire ? La prostitution ? Non, c'est une fille facile, elle couche avec tout le monde. Et lui il couche avec tout le monde, ouais mais il a le droit. Ah bon, lui il a le droit et pas elle. »

Dans la perspective féministe matérialiste⁸ défendue par ces militantes du Planning familial, les opprimées visées par ce théâtre-forum sont les filles en tant que « classe de sexe », qui peuvent se libérer par l'émergence d'une conscience de leur domination. Pour Maëlle F., une autre comédienne de ce théâtre-forum, on peut estimer que le théâtre-forum a rempli sa fonction de prévention lorsqu'il a suscité une prise de conscience collective du système de domination masculine :

« Ça voudrait dire que le jeune a identifié un morceau de système, qu'il aurait senti qu'il y a un système. C'est quand ils vont parler au pluriel, "nous les filles", et pas "c'est dégueulasse je t'ai rien fait". "Arrête, nous les filles on en a marre de se prendre des mains aux fesses", pour prendre la première scène. [...] Mais bon, on les aide. Je vais dire "nous les filles", pourtant beaucoup de choses me séparent des filles de 14 ans ! »

On note ici, à la suite des analyses de Lilian Mathieu, que cette pédagogie de la « conscientisation » s'accompagne d'un encadrement des formes de la prise de la conscience, les élèves étant guidés vers la formalisation des asymétries systémiques entre filles et garçons. Il s'agirait en théorie de promouvoir à l'intérieur du système scolaire une autre lecture des relations

8. Le féminisme matérialiste a émergé en France dans les années 1970, sous l'action de sociologues telles que Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, qui montrent que les femmes constituent une « classe de sexe » dominée ou individuellement appropriée par la « classe des hommes » *via* le mariage et le travail domestique gratuit, notamment.

entre les sexes, en sensibilisant tant les élèves que l'ensemble des personnels éducatifs. Mais cette approche fait davantage peser la responsabilité de la prévention des violences sexistes sur les filles.

Si le Planning familial cherche à mettre en œuvre une déconstruction des rôles de sexe, voire de la domination masculine, la suite du dispositif « Jeunes contre le sexisme » tend davantage à valoriser des formes de féminité et de masculinité considérées comme positives : « la jeune fille qui s'émancipe des violences conjugales » et « le garçon sentimental », respectueux des femmes et masculin sans être viril.

3.2 Filles « émancipées » de la violence virile : les figures positives du discours antisexiste

Après la participation au théâtre-forum, les collégiens volontaires s'engagent à des ateliers de création artistique pour produire des messages qui doivent être antisexistes. L'encadrement de la production artistique des collégiens est une dimension fondamentale du dispositif pour l'Observatoire. L'objectif avoué par Claire B., salariée chargée de la prévention pour l'Observatoire ayant travaillé auparavant dans la santé scolaire, est plus modeste en apparence que celui du Planning familial : il s'agit d'apprendre aux élèves filles et garçons quelques réflexes de pensée et de bonnes pratiques à appliquer lorsqu'une situation de violence se présentera pour eux ou autour d'eux. De ce fait, elle explique que les créations artistiques doivent constituer autant d'outils de prévention. À ce titre, elles sont examinées et remaniées si besoin une dizaine de jours avant la restitution finale où sont présents des représentants de toutes les instances partenaires, du Conseil général au Tribunal d'instance du département. L'Observatoire se donne ainsi la possibilité d'« améliorer » les productions des élèves dans le sens d'un message plus clairement antisexiste, suite à la diffusion interrompue d'un film sur le mariage forcé :

« Par exemple l'année dernière, on a eu la vidéo d'un établissement au dernier moment, sur le mariage forcé, et ça se termine par un suicide. C'est pas possible de montrer ça à des élèves. On peut pas dire que la seule solution d'un mariage forcé c'est le suicide. C'est impensable. On a dû de façon un peu catastrophique couper le film en plein milieu, donc frustration, explication, c'est très compliqué. Il vaut mieux travailler 10 jours avant, quitte à voir avec les élèves pour qu'ils modifient. On peut pas dire que le seul moyen de se sortir des violences c'est le suicide, c'est pas pensable. On peut dire qu'il y a des portes qui s'ouvrent, des possibilités, mais on peut pas terminer comme ça. »

Les jeunes femmes victimes de mariages forcés et de violences constituent une figure récurrente des productions de l'Observatoire, mais dans les mises en scène, elles réussissent toujours à s'émanciper de leur situation et à se reconstruire – parfois en trouvant un nouveau conjoint non violent et respectueux. Dans le dispositif étudié, à côté de la figure récurrente de

la jeune femme qui s'émancipe d'un partenaire violent ou d'un mariage forcé, émerge celle du conjoint antisexiste.

Les productions des collégiens doivent, d'après les militantes, constituer des outils de prévention, et être travaillées voire réorientées dans ce but. En ce sens, nous pouvons interpréter les productions des collégiens comme des messages validés par l'Observatoire et porteurs des idées que souhaite véhiculer l'Observatoire. Les rares éléments de réception recueillis montrent que les collégiens n'adhèrent pas toujours aux discours tenus, mais qu'ils sont fortement incités à s'y identifier. L'observation de la journée de présentation des travaux du 15 mai 2012 met en évidence le cadrage, voire l'orchestration des réactions des collégiens :

« La présentation débute par des slams du collège Barbusse, dont le dernier est déclamé par un garçon pour dénoncer "les hommes qui se font servir par leur femme".

La présidente de l'Observatoire demande à la salle : "Qu'est-ce que ça vous a apporté ? Est-ce que ça fait écho dans la salle ? On dit bravo alors."

[...] Puis une adolescente lit des interviews d'un garçon et d'une fille qui se forment à un métier du sexe opposé, lecture par une fille, sur le thème : "Les métiers ont-ils un sexe ?"

La présidente de l'Observatoire interroge la jeune fille : "Alors finalement, les métiers ont-ils un sexe ?" Elle répond : "Bien sûr que non". » (Journal de terrain, observation du 15 mai 2012)

Les productions des collégiens pour les années 2009, 2011 et 2012⁹ comportent implicitement, d'après nos analyses, deux messages principaux : d'une part, la liberté de choisir son identité de genre au-delà des stéréotypes sexués liés à des métiers, des activités culturelles et sportives ; d'autre part l'existence d'un *continuum* entre stéréotypes de genre et violences conjugales.

La liberté de choisir est par exemple illustrée par une saynète où une fille fait de la boxe alors qu'un garçon fait de la danse. Ce garçon est d'ailleurs suspecté d'être « gay » par ses camarades, jusqu'au moment où sa copine va apparaître dans la saynète. L'homosexualité supposée du jeune homme n'est en effet qu'apparente et c'est la transgression de genre qui est mise en exergue davantage que la sexualité. La scène se conclut par un slogan, « au-delà des apparences, égaux dans nos différences », qui reprend implicitement le schème différentialiste de l'égalité dans la différence. L'homosexualité réelle n'est presque jamais représentée, à l'exception, lors de la journée du 15 mai 2012, de la projection d'un dessin représentant deux garçons qui s'embrassent, qui a suscité quelques exclamations de dégoût de collégiens présents dans la salle.

9. Le document regroupant les productions de 2010 n'était plus disponible au moment de l'enquête.

Déconstruire les stéréotypes sexistes aboutirait ainsi à une plus grande latitude de comportements par rapport aux assignations de genre, au sein du couple hétérosexuel. Il apparaît finalement que c'est le couple hétérosexuel qui constitue à la fois la référence implicite et le lieu des violences à combattre. Les interventions des élus et partenaires de l'Observatoire en témoignent. En introduction à la journée de restitution des ateliers du 15 mai 2012, le conseiller général en charge de l'Observatoire salue le travail accompli qui aboutit à ce que « dans ce département, à chaque fois qu'une femme subit des violences de son conjoint, de son mari, de son ex, il y a une réaction ». La collégienne assise à côté de moi se tourne alors vers une de ses camarades pour dire : « ou de son copain, tout simplement ». Le plus souvent, seules les violences ayant lieu dans le cadre conjugal sont abordées dans le dispositif. Les rapports sexuels forcés ou les agressions sexuelles de jeunes filles qui ont été préalablement dévalorisées et stigmatisées comme des « putes » par exemple ne sont pas questionnées. Même si la question de la stigmatisation des jeunes filles dont la vie sentimentale ou sexuelle déroge à la norme d'exclusivité est traitée ponctuellement à l'intérieur du dispositif du théâtre-forum, la déconstruction de l'ordre de genre qu'il propose se présente comme un renforcement d'un ordre de genre à l'intérieur duquel la « bonne moralité » des filles et leurs « bons choix » amoureux sont les principales garanties de la « paix entre les sexes ». Bien entendu, l'action est également menée envers les garçons que l'on invite à devenir de « bons maris ». L'éducation à l'antisexisme à l'école se centre ainsi exclusivement sur la diffusion auprès des jeunes de quartier populaire des normes dominantes de la conjugalité contemporaine : des « femmes respectables » et des « hommes qui les respectent » complémentaires et égaux.

Au final, la confrontation de discours institutionnels qui rendent compte de pratiques d'encadrement des élèves résolument différentes *a priori* – des chefs d'établissement soucieux de canaliser d'éventuelles violences entre élèves d'un côté, les acteurs et actrices d'un dispositif visant à prévenir les violences sexistes de l'autre – met en évidence des apories communes. Dans le cas présent, deux schèmes de perception paraissent indépassables : celui de la complémentarité des sexes pacifiée, incarnée dans le couple hétérosexuel sans violences physiques, et celui de la responsabilisation des filles dans la prévention des violences. Or, si ces schèmes peuvent être au départ descriptifs, prenant en compte le fait que les violences conjugales représentent la forme statistiquement la plus importante de violences sexistes, ils peuvent opérer comme des injonctions prescriptives incompatibles avec l'objectif initial. En ce sens, on peut conclure à la production d'une norme conjugale spécifique par des pratiques institutionnelles et politiques inscrites dans l'institution scolaire, et destinées au départ à pacifier les relations violentes entre les sexes, que ce soit pour des raisons d'ordre scolaire, d'ordre social ou de lutte contre la domination masculine.